

Rapport Financier Semestriel

**COMPTES CONSOLIDES
30 JUIN 2023**

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2023

SOMMAIRE

- I RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2023**

- II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES RELATIFS AU
 SECOND SEMESTRE 2023**

- III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2023**
 - III.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**

 - III.2 BILAN CONSOLIDE**

 - III.3 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES**

 - III.4 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

 - III.5 NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS**

- IV DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU
 RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

I RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Présentation et analyse de la période

1.1 Offre Publique d'Achat

Le premier semestre de l'exercice 2023 a été marqué par la conclusion le 6 juin 2023 d'un protocole d'investissement entre Eric Cohen, Président Directeur Général de Keyrus SA, certains managers du Groupe Keyrus et la banque BNP Paribas Développement en vue du dépôt d'un projet d'Offre Publique d'Achat simplifiée sur les actions Keyrus. Le dépôt avait notamment pour objectif un retrait obligatoire des actions Keyrus de la cote au prix de 7,0 euros par action, si les conditions d'un tel retrait étaient réunies.

Dans la cadre de cette opération, la société K Eagle Investment a été créée par Monsieur Cohen et agit de concert avec BNP Paribas Développement et les managers cités plus haut. Le 8 juin 2023, Banque Degroof Petercam, agissant pour le compte de K Eagle Investment, a déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un projet d'Offre Publique d'Achat Simplifiée visant les actions de la société Keyrus.

Le 30 juin 2023, le projet de note établi par la société Keyrus, en réponse au projet d'Offre Publique d'Achat Simplifiée du 8 juin 2023, a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers.

La suite de cette opération est présentée et analysée dès la section suivante de ce rapport.

1.2 Activité commerciale

Sur le plan de l'activité commerciale, le premier semestre 2023 a été marqué par une forte baisse de la demande sur l'ensemble des régions. Malgré cette tendance macroéconomique forte, Keyrus a fait preuve de résilience avec un chiffre d'affaires en légère progression et des marges préservées.

Le Groupe a été moins actif qu'en 2022 relativement aux opérations de croissance externe et a réalisé une seule transaction significative. Sur le plan interne, il poursuit ses investissements relatifs à la modernisation de ses outils de gestion de la performance et la digitalisation de ses systèmes d'informations.

Pour le 1^{er} semestre 2023, le **Groupe Keyrus** enregistre un chiffre d'affaires consolidé de 186,8 M€ contre 167,2 M€ au 30 juin 2022, soit une hausse de 11,7% (4,8% à périmètre et taux de change constants).

Le segment Grands Comptes a enregistré une croissance de chiffre d'affaires au premier semestre de 10,8% (2,5% à périmètre et taux de change constants) par rapport au premier semestre 2022.

L'effet des opérations de croissance externe représente 11,0M€ sur le chiffre d'affaires du premier semestre sur les 14,0M€ de croissance : il s'agit pour deux tiers de l'effet année pleine des acquisitions réalisées en 2022 et pour un tiers des opérations de croissance externe du premier semestre 2023. L'effet de change sur le premier semestre est légèrement défavorable avec -0,5M€ après une forte appréciation de la plupart des devises étrangères du groupe face à l'euro en 2022.

La croissance organique des Grands Comptes est supportée principalement par le Royaume-Uni, ainsi que par l'Asie et la région Afrique Moyen Orient. En revanche, la baisse de la demande au niveau international impacte les autres régions, notamment en Amérique Latine où nos entités définissent une stratégie de repositionnement de leurs offres Digitales. La baisse de l'activité est également marquée aux Etats-Unis qui ont pâti du net ralentissement des activités EPM en cours de réorganisation sur cette zone.

Les activités Mid-Market conduites par notre filiale Absys-Cyborg ont connu un excellent premier semestre 2023. La croissance du segment est de 14,5% (13,3% à périmètre et taux de change constants) sur le semestre et la prise de commande est en hausse de 19,2% sur 12 mois glissants.

La part de récurrence contractuelle, représentant 55,0% du chiffre d'affaires, continue de progresser à un rythme plus rapide que le chiffre d'affaires sans récurrence.

Outre la progression du revenu récurrent, Absys Cyborg a bénéficié de la relance de ses activités RH à la suite de l'acquisition d'Iprogest en novembre 2022 et de l'amélioration de l'intégration de ses activités de conseil aux PME.

Autres informations

Comme indiqué plus haut, le Groupe Keyrus a réalisé une prise de participation majoritaire et significative au cours du premier semestre 2023. Ainsi, en février dernier, le Groupe Keyrus a procédé à l'achat de 60% du groupe **Sonum**.

Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de Keyrus de constituer un pôle leader mondial dans le secteur du Performance Management (EPM). Ainsi les 60% ont été acquis par la holding de ce périmètre, elle-même détenue par Keyrus à hauteur de 74% (voir Keyrus GEP et ses filiales dans l'organigramme juridique)

Créé en 2010, le groupe Sonum est spécialisé dans le conseil en pilotage de la performance et plus particulièrement autour de l'implémentation d'Anaplan, solution leader dans le secteur du Performance Management.

Le groupe Sonum compte une soixantaine de salariés et sert près de cinquante clients. Le partenariat avec Anaplan voit le jour en 2013 et en 2022, Sonum a réalisé un chiffre d'affaires de 6M€.

Le siège du groupe Sonum est situé aux Pays-Bas et son activité commerciale s'étend sur toute l'Europe, voire au-delà dans le cadre de projets pour de grands comptes globaux. En plus des Pays-Bas, les implantations opérationnelles acquises sont situées en Espagne, au Portugal, en Finlande, en Lettonie et en Pologne.

L'activité de Sonum est principalement portée par les bureaux néerlandais et espagnols. Ces derniers sont par ailleurs associés depuis 2021 avec Keyrus dans KeySon EPM Asia, une joint-venture créée à Singapour afin de codévelopper l'activité EPM avec Anaplan dans la région.

L'acquisition majoritaire de Sonum fait partie intégrante de la stratégie mondiale EPM du Groupe Keyrus. Comme écrit plus haut, les activités EPM du Groupe sont concentrées au sein de la structure Keyrus GEP SRL, qui détient directement les participations américaines. Sa filiale Keyrus EPM ROW détient de son côté les participations basées sur les autres continents.

La réorganisation des activités EPM a été initiée en décembre 2022, s'est poursuivie au cours du premier semestre 2023, notamment via :

- Une augmentation du capital de Keyrus GEP en juin 2023, à la suite d'un apport de titres de Keyrus SA, via la conversion partielle d'une créance. Cette opération a permis à Keyrus SA de porter sa participation dans Keyrus GEP à 73.56%.
- La création de Keyrus Rwanda en juin 2023 afin de développer les activités EPM en Afrique.

Par ailleurs, le 30 janvier 2023, Keyrus SA a procédé au rachat de l'intégralité du capital d'**Eridanis**. Fondée en 2014, Eridanis est une société basée à Paris et propose des solutions Open Source basées sur les technologies Fiware pour faciliter la gestion des données et accélérer le déploiement d'applications dans ses trois domaines de prédilection : la Smart City, l'Industrie 4.0 et l'E-santé.

Eridanis compte aujourd'hui 25 salariés et une dizaine de clients, parmi lesquels des collectivités locales. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 1M€ en 2022.

Depuis mars 2020, Keyrus SA détient une participation dans **B&C Technologies Holding**, une société détenant B&C Technologie, société éditrice du logiciel 'BlackTiger' dédié à la gestion et la sécurité des données personnelles. Le 17 janvier 2023, le fonds d'investissement Arcole a refinancé la société en y injectant 10M€ et en permettant la levée d'un financement additionnel de 4M€. Cette opération a entraîné un apport des titres BlackTiger détenus par la Holding pour une valeur comptable décotée par rapport à leur valeur brute, et ce en échange d'actions de préférence de BlackTiger.

Sur le plan comptable, une dépréciation des titres B&C Technologies Holding de 0,9M€ avait été enregistrée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2022. Sur le plan capitalistique, le % de détention par Keyrus SA au sein de la holding au 30 juin 2023 est de 3%, contre 25% préalablement à l'opération.

Le 31 mars 2023, les actionnaires minoritaires de la société **Xiomega Consulting** ont notifié à Keyrus, l'actionnaire majoritaire, l'exercice d'une promesse d'achat permettant de céder 50% de leurs titres. La cession ayant été effectuée le 25 juin 2023, Keyrus détient depuis cette date 87,3% du capital de Xiomega Consulting.

2. Evénements Postérieurs au 30 juin 2023

2.1 Offre Publique d'Achat

À la suite des dépôts effectués par Banque Degroof Petercam les 8 et 30 juin 2023, l'AMF a prononcé la conformité de l'Offre et apposé le visa n°23-321 en date du 18 juillet 2023 sur la note d'information établie par K Eagle Investment.

A travers cette Offre, le groupe Keyrus a souhaité mettre en avant deux arguments principaux :

- Un maintien de la cotation en Bourse qui n'apparaît plus nécessaire :
 - La société Keyrus n'ayant pas fait appel au marché depuis 2008 pour se financer
 - La communauté financière ayant manifesté un faible intérêt pour le titre KEYRUS eu égard au très faible niveau de transactions journalières
 - Les contraintes administratives et juridiques impactant lourdement les coûts de structure.
- Une Offre portée par le management, aux caractéristiques suivantes :
 - Une prime attractive de 58,7% par rapport au cours de bourse précédant l'annonce du projet d'OPA
 - Une fenêtre de liquidité permettant à l'ensemble des actionnaires de céder leurs titres
 - Un projet s'inscrivant dans une volonté de sortie de cote.

Ainsi, l'Offre s'est ouverte le 21 juillet et a pris fin le 3 août 2023. Le 4 août 2023 et conformément à la réglementation, l'Autorité des Marchés Financiers puis le Groupe Keyrus ont communiqué les résultats de l'Offre.

A la connaissance de Keyrus, la répartition du capital social et des droits de vote de la Société à la clôture de l'Offre était la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques
Concert Majoritaire	12.329.668	71,36%	12.329.668	70,80%
Concert Minoritaire	1.925.249	11,14%	1.925.249	11,06%
Flottant	1.643.327	9,51%	1.780.060	10,22%
Auto-détention	1.379.626	7,98%	1.379.626	7,92%
Total	17.277.870	100%	17.414.603	100%

Au vu des données ci-dessus, la formation d'un concert minoritaire, détenteur de plus de 10% du capital de Keyrus ne permet pas à Keyrus, à la suite de cette Offre Publique d'Achat, de demander un retrait obligatoire des actions Keyrus de la cote.

2.2 Autres événements

Le 31 juillet 2023, Keyrus SA a finalisé un apport partiel d'actifs, relatifs à ses opérations dans le secteur de la biopharmaceutique, en faveur de sa filiale Keyrus Life Science Innovation SAS. Cette opération permet à la filiale de porter l'intégralité des activités biopharmaceutiques en France. Le projet a été initié en mars 2023 et l'apport a été réalisé sur la base de la valeur nette comptable des actifs concernés.

Cette opération permet au Groupe Keyrus de gérer la totalité de ses activités Life Science au sein de cinq entités juridiques distinctes soit Keyrus Life Science Innovation SAS en France, Keyrus Life Science SA en Belgique, Medqualis Inc. au Canada, Keyrus Life Science Inc. aux Etats-Unis et Keyrus Biopharma en Tunisie.

En juillet 2023, une seconde augmentation de capital de Keyrus GEP SRL a eu lieu et ce à la suite de l'exercice par l'actionnaire minoritaire de l'unique option de rachat incluse dans le pacte d'Impetus LLC, sa filiale américaine spécialisée dans les activités EPM.

Cette opération de rachat a été financée par la conversion d'une créance de Keyrus SA qui a porté sa participation dans Keyrus GEP à 76,20%. Aussi, Keyrus GEP est devenue l'unique actionnaire d'Impetus LLC, acquise en mars 2020.

Enfin, Keyrus SA a procédé, en août 2023, au rachat de 7,7% du capital de Financière MyBCG à la suite du départ de l'un des associés managers. Keyrus SA détient 98,4% de la société à la suite de cette transaction.

3. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe Keyrus pour le 1^{er} semestre 2023 se décompose comme suit :

Segment d'activité	30 juin 2023	30 juin 2022
Grands Comptes	143,5	129,5
Mid Market	43,3	37,7
Total	186,8 M€	167,2 M€

4. Analyse des résultats

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2023 s'élève à +7,9M€ contre +5,3M€ au premier semestre 2022 (soit 4,2% du chiffre d'affaires contre 3,2% au premier semestre 2022) :

- Le résultat opérationnel courant des activités Grands Comptes est stable à 4,1M€ (soit 2,8% du chiffre d'affaires contre 3,2% au premier semestre 2022)
- Le résultat opérationnel courant des activités Mid-Market est en forte hausse à 3,6M€ (soit 8,4% du chiffre d'affaires) contre 1,2M€ (soit 3,2% du chiffre d'affaires) au premier semestre 2022.

Au cours de ce semestre, les activités Grands Comptes montrent leur capacité de résilience face à la baisse brutale de la demande : hormis le Royaume Uni, toutes les régions performantes en 2022 ont connu une baisse de leur rentabilité, plus marquée sur l'Amérique Latine et les activités EPM en Amérique du Nord. Cette baisse a été partiellement compensée par le redressement des activités en France qui se confirme et la rentabilité au Royaume Uni qui a continué de progresser en volume. Les opérations de croissance externe ont également contribué à hauteur de 1M€ de volume dans le résultat opérationnel courant du premier semestre 2023.

L'amélioration forte de la rentabilité des activités Mid Market est principalement due à la faiblesse du premier semestre 2022, du fait du recul ponctuel du taux d'occupation et d'investissements en marketing et communication. Par ailleurs, l'activité commerciale du secteur Mid Market n'est pas encore affectée par le ralentissement de la demande touchant les Grands Comptes. Le management reste toutefois prudent et vigilant face à l'évolution de celle-ci

Le résultat opérationnel du Groupe s'élève à +6,2M€ contre +4,3M€ au premier semestre 2022. Il enregistre un certain nombre de coûts non récurrents liés à l'adaptation et au renouvellement nécessaire de certaines fonctions de direction (1,4M€ vs. 0,8M€ au 1^{er} semestre 2022).

Le coût de l'endettement financier est de 2,6M€ au 1^{er} semestre 2023, en hausse de 1,6M€ par rapport au coût constaté au 1^{er} semestre 2022. Cette hausse s'explique par la hausse des taux directeurs ayant renchéri le taux de 3,5% en moyenne (l'Euribor 3M été encore négatif au 30 juin 2022). Une meilleure centralisation de la trésorerie du groupe a toutefois permis d'atténuer l'impact de la hausse des taux en limitant les tirages sur les lignes de financement court terme.

Nous rappelons que le résultat financier du premier semestre 2022 intégrait notamment la réévaluation à la juste valeur des titres de participation du Groupe dans la société Rivery.io pour 1,5M€ brut (soit 1,2M€ net de charges d'impôt). En 2023, les autres produits et charges financiers sont principalement relatifs aux gains et pertes de change, aux produits de désactualisation et aux charges relatives au refinancement de l'endettement long terme du groupe intervenu fin décembre 2022.

Ces deux éléments expliquent une forte dégradation de -3,6M€ du résultat financier. Il en résulte une baisse du résultat avant impôt de 1,6M€ à 3,5M€, contre 5,1M€ au premier semestre 2022.

La baisse du résultat fiscal sur les régions fortement contributrices à la charge d'impôts en 2022 explique une baisse de cette même charge au premier semestre 2023, à (0,3)M€ contre (1,6)M€ au premier semestre 2022.

Enfin, le résultat des sociétés mises en équivalence est de -0,1M€ contre -0,4M€ un an auparavant.

En conséquence, le résultat net s'établit à 3,0M€ contre 3,1M€ au 30 juin 2022. Le résultat net part du groupe par action ressort à 18 centimes par action, en hausse de 50%.

5. Analyse des Flux de trésorerie

La trésorerie active s'élève à 49,3M€ contre 41,5M€ au 30 juin 2022.

La dette financière brute (hors put, earn-out, dettes sur acquisitions de filiales et obligations locatives) reste relativement stable au 30 juin 2023 comparé au 31 décembre 2022, passant de 94,1M€ à 95,7M€.

La dette nette s'élève à 45,2M€ au 30 juin 2023 contre 42,8M€ un an auparavant et 32,7M€ au 31 décembre 2022. Cette hausse de 12,5M€ de la dette nette au premier semestre 2023 est maîtrisée, s'expliquant principalement par la saisonnalité récurrente du BFR d'activité : le BFR augmente de 12,0M€ au premier semestre. Cette hausse n'était que de 3,7M€ au premier semestre 2022, mais exceptionnellement, l'échéance annuelle de CIR avait été remboursée au premier semestre (impact de 6,6M€ favorable) alors que ne l'a pas été au premier semestre 2023.

Il est à noter que le contrat d'affacturage en place sur la France, la Belgique, les Etats-Unis et le Canada permet la cession sans recours d'une partie des créances. Au 30 juin 2023, l'impact sur cette déconsolidation d'encours de créances est de 10,8M€.

6. Analyse du Bilan

Les actifs non courants ressortent à 165,3M€ au 30 juin 2023 contre 161,0M€ au 31 décembre 2022. La hausse s'explique par l'impact des acquisitions sur les Goodwills pour +3,7M€, la hausse des actifs non courants de +3,7M€ (en majeure partie liée aux créances de CIR) et la baisse de -2,9M€ des droits d'utilisation IFRS16 compte tenu de la politique continue du groupe sur l'optimisation de ses surfaces de bureaux.

Les actifs courants hors trésorerie baissent de 2,6M€ à 128,4M€ contre 131,0M€ au 31 décembre 2022 et la trésorerie active baisse de 12,9M€ au cours du semestre, à 49,3M€.

Les capitaux propres consolidés progressent légèrement à 46,9M€ au 30 juin 2023 contre 46,0M€ au 31 décembre 2022, l'impact du résultat net positif étant fortement diminué par la variation de la juste valeur des options de put accordés aux minoritaires des sociétés du groupe.

7. Principales transactions avec les parties liées

L'ensemble des transactions comprend des opérations courantes entre les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

8. Gestion des Risques

Un Comité d'audit a été tenu le 25 juillet 2023 afin de proposer une nouvelle version du rapport des risques du Groupe. Cette version a été présentée par le Directeur des Risques et a été revue et approuvée par le Comité. Elle sera jointe au prochain Rapport Financier Annuel (RFA).

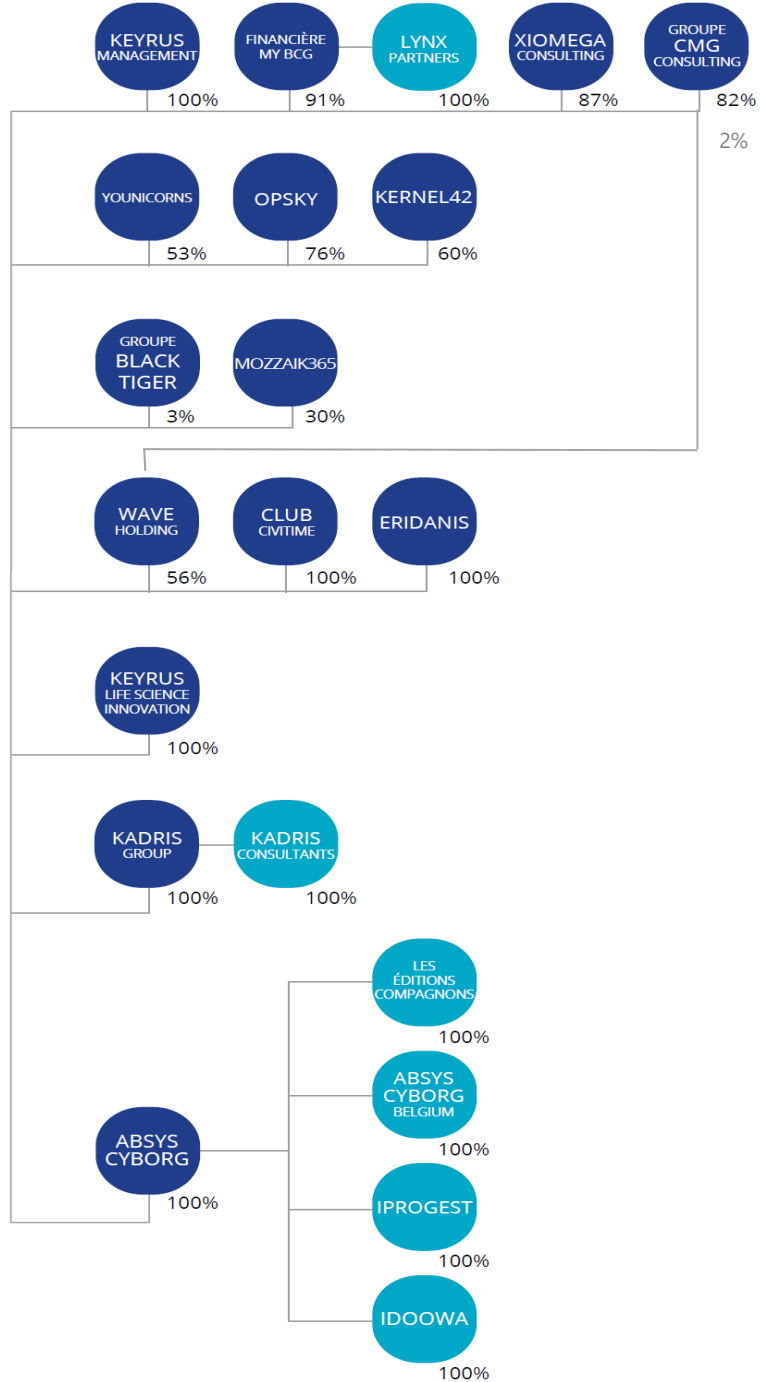
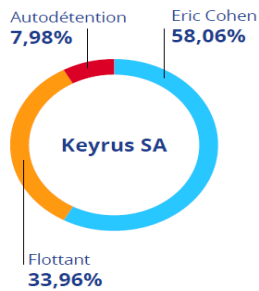
La précédente version du rapport des risques est disponible dans le Rapport de Gestion du groupe, lui-même inclus dans le Rapport Financier Annuel 2022, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 28 avril 2023.

9. Organigramme Juridique

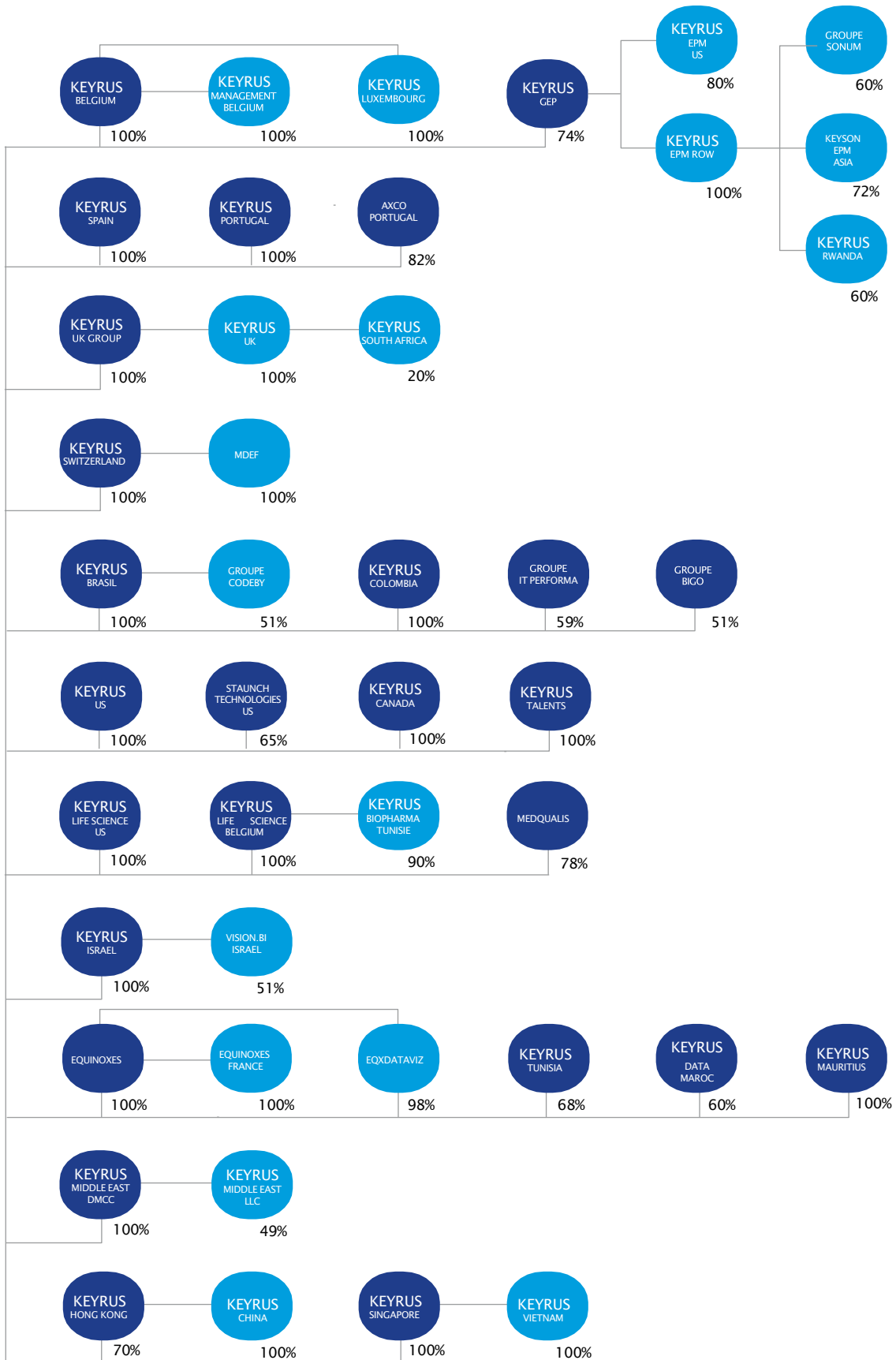
L'organigramme juridique du groupe Keyrus au 30 juin 2023 pour la zone France se présente comme suit :



Organigramme juridique au 30 juin 2023



L'organigramme juridique du groupe Keyrus au 30 juin 2023 pour les autres régions du monde se présente comme suit :



II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2023

Le **segment Grands Comptes** poursuit la consolidation de son portefeuille d'offres - Data Intelligence - Digital Experience – Management & Transformation. Afin de renforcer sa proposition de valeur, le groupe poursuit l'acquisition de ressources clés. Ainsi, le Groupe conforte sa trajectoire stratégique reposant sur la construction d'une offre de services numériques intégrée afin d'accompagner ses clients dans la transformation de leurs 'Data assets' en actions.

Le Groupe n'anticipe pas une reprise de la demande pour ce second semestre et continue d'opérer dans un contexte macroéconomique incertain. Le Management du Groupe veille fortement à la bonne intégration de ses récentes acquisitions sur l'ensemble des régions. Le retour à une rentabilité satisfaisante sur le marché Français demeure l'une des priorités majeures du Groupe.

Les résultats du premier semestre 2023 des **activités Grands Comptes** confirment la capacité du segment à préserver ses marges et à croître malgré un contexte économique tendu. Keyrus continuera de s'appuyer sur son offre progressivement verticalisée, par branche d'activité, par fonction et/ou par processus métier, afin d'apporter des solutions abouties et efficaces aux enjeux de transformation digitale des entreprises et des organisations.

Keyrus ambitionne de continuer de répondre aux enjeux courants des Grands Comptes en matière de Data Intelligence et de Digital, ainsi qu'à ceux des projets plus innovants de transformation des organisations pour continuer à se rapprocher de l'entreprise dite augmentée, bénéficiant de l'intelligence artificielle pour accélérer ses cycles de décisions et ses adaptations de business model.

Le **segment Mid-Market** porté par notre filiale Absys Cyborg anticipe un second semestre très satisfaisant du fait de sa performance lors du premier semestre. Il demeure supporté par une stratégie efficace de croissance organique et le renforcement de la part des revenus récurrents dans le revenu global de notre filiale, solidement ancrée auprès de ses partenaires historiques Sage et Microsoft. Absys Cyborg poursuivra ses investissements autour de ses offres d'éditions de solutions innovantes et d'hébergement de ses clients dans le Cloud Privé.

La stratégie d'Absys Cyborg et de **nos activités Mid Market**, continuera de s'appuyer sur 3 piliers clés : Digitalisation des processus, Qualité et Croissance des revenus récurrents.

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2023

KEYRUS

III.1 — Compte de résultat consolidé

En milliers d'€	Notes	30/06/2023 6 mois	30/06/2022 6 mois	31/12/2022 12 mois
Chiffre d'affaires	5	186 758	167 235	351 888
Autres produits de l'activité		201	-53	1 495
Total produits des activités ordinaires		186 958	167 182	353 383
Achats consommés		-67 720	-58 991	-125 770
Charges de personnel	6	-106 270	-97 686	-198 389
Impôts et taxes		-1 009	-991	-2 549
Dotations aux Amortissements	13	-4 239	-4 499	-9 084
Dotations et Reprises aux Provisions et Pertes de valeur		-640	845	-214
Autres produits et charges opérationnels courants	7	839	-546	-1 287
Résultat Opérationnel Courant		7 921	5 314	16 091
Autres produits et charges opérationnels	8	-1 732	-1 063	-4 464
Résultat Opérationnel		6 189	4 252	11 628
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9	12	-17	-4
Coût de l'endettement financier brut	9	-2 574	-1 021	-2 848
Autres produits et charges financiers	9	-158	1 919	2 189
Résultat avant impôt		3 469	5 133	10 964
Impôts sur le résultat	10	-307	-1 614	-4 452
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	11	-149	-377	-1 376
Résultat net		3 012	3 142	5 136
Dont:				
Part du Groupe		2 912	1 853	3 827
<i>Part des minoritaires</i>		100	1 290	1 309
Résultat par action		0,18	0,12	0,24
Résultat dilué par action		0,18	0,12	0,24

III.2 — Etat du résultat global consolidé

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2023 6 mois	30/06/2022 6 mois	31/12/2022 12 mois
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 012	3 142	5 136
Autres éléments du résultat global :			
Eléments ne devant pas être reclassés en résultat net :			
- Réévaluations au titre des régimes à prestations définies			535
- Impôts sur les éléments ne devant pas être reclassés		-13	-147
- Part des autres éléments du résultat global des entreprises associées mise en équivalence.			
Sous total des éléments ne devant pas être reclassés		-13	388
Eléments devant être reclassé ultérieurement en résultat net :			
- Ecart de conversion	-146	1 616	-498
- Impôts sur les éléments devant être reclassés	-1	-55	7
Sous total des éléments devant être reclassés	-148	1 561	-491
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôts	-148	1 548	-103
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2 864	4 691	5 033
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>2 784</i>	<i>2 943</i>	<i>3 857</i>
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	<i>80</i>	<i>1 747</i>	<i>1 257</i>

III.3 — Bilan consolidé

ACTIF	Notes	En milliers d'€		
		30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Goodwill	12	93 840	91 881	89 710
Immobilisations Incorporelles	13	3 217	3 666	3 145
Immobilisations Corporelles	13	4 912	5 698	5 472
Droits d'utilisation (IFRS 16)	14	22 465	35 083	25 381
Titres mis en équivalence		564	1 230	714
Autres actifs non courants	15	32 150	28 082	28 386
Impôts différés actifs	10	8 163	7 562	8 233
Total Actif Non Courant		165 313	173 201	161 041
Stocks et en cours	16	21	21	21
Créances clients et autres débiteurs	17	128 374	129 662	130 961
Instruments financiers dérivés actifs		5		4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	49 340	41 458	62 204
Total Actif Courant		177 740	171 141	193 191
Total de l'actif		343 053	344 343	354 231
PASSIF	Notes	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Capital		4 241	4 241	4 241
Primes d'émission		20 942	20 942	20 942
Réserves consolidées		12 010	12 034	11 290
Résultat consolidé		2 912	1 853	3 827
Capitaux Propres Part du Groupe		40 106	39 070	40 301
Intérêts minoritaires		6 758	8 282	5 735
Total des capitaux propres		46 864	47 353	46 037
Provisions	19	10 297	10 304	9 704
Passif financiers	20	92 842	77 307	88 252
Obligations locatives (IFRS 16)	20	21 612	28 783	20 237
Impôts différés passifs	10	1 156	2 071	1 665
Total Passif Non Courant		125 907	118 464	119 857
Provisions	19	4 932	2 431	4 806
Passifs financiers	20	32 355	38 242	32 705
Obligations locatives (IFRS 16)	20	1 495	7 069	5 760
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	21	37 543	36 673	49 337
Dettes fiscales et sociales	21	56 055	57 354	57 012
Autres passifs	21	37 902	36 757	38 718
Total Passif Courant		170 282	178 526	188 338
Total du passif		343 053	344 343	354 231

III.4 — Tableaux des flux de trésorerie consolidés

OPERATIONS	En milliers d'€		
	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Résultat net	3 012	3 142	5 136
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-191	-1 377	-982
Dotations nettes Amortissements et pertes de valeurs	4 736	4 458	11 337
Elim. des profits/pertes sur actualisation des créances en dettes	175	134	191
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	812	7	165
Plus et moins-values de cession	-19	-1 656	-3 487
Quote-part de résultat liée aux SME	149	377	1 376
Elim. des produits de dividendes		-1	-1
Résultat de dilution			
Elim. des autres charges et produits calculés	401	51	301
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	9 076	5 136	14 036
Coût de l'endettement financier net	2 562	1 038	2 936
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	307	1 393	4 670
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	11 945	7 567	21 642
Impôts versés	-2 261	-3 613	-6 695
Variation du BFR	-11 987	-3 660	4 915
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-2 304	293	19 862
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-733	-1 572	-2 914
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	23	-122	3 139
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières			
Autres flux liés aux opérations d'investissement		197	460
Dividendes reçus		1	1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-433	-458	-829
Incidence des variations de périmètre	-1 803	-9 559	-12 426
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 946	-11 512	-12 569
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	126		-148
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			
Dividendes versés		-869	-3 157
Rachats et reventes d'actions propres	6	-29	
Remboursements d'emprunts (y compris dettes locatives)	-45 529	-19 672	-91 574
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	41 651	25 265	104 814
Intérêts financiers nets versés	-2 549	-1 042	-2 934
Autres flux liés aux opérations de financement	-1 281	-203	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-7 575	3 452	7 002
Incidence des variations des cours des devises	52	653	-444
Incidence des changements de principes comptables			-264
Variation de trésorerie	-12 773	-7 115	13 586
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture	62 080	48 493	48 493
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture	49 307	41 379	62 080

III.5 — Variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital Social	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différence de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31/12/2021	4 241	20 942	9 944	-214	3 980	38 894	6 844	45 738
Affectation résultat & reclassement			3 980		-3 980			
Incidence des changements de méthodes								
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			392	-363		29	-132	-103
Résultat 2022					3 827	3 827	1 390	5 217
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			392	-363	3 827	3 857	1 257	5 114
Augmentation de capital			268			268	159	426
Dividendes distribués							-3 236	-3 236
Variation de l'auto détention			-33			-33		-33
Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle			-3 896			-3 896	3 767	-129
Put sur intérêts minoritaires			1 066			1 066	-3 056	-1 990
Actions gratuites			165			165		165
Autres			-19			-19		-19
Solde au 31/12/2022	4 241	20 942	11 867	-577	3 827	40 301	5 736	46 037
Affectation résultat & reclassement			3 827		-3 827			
Incidence des changements de méthodes								
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-1	-127		-128	-20	-148
Résultat 2023					2 912	2 912	100	3 011
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-1	-127	2 912	2 784	80	2 863
Augmentation de capital			279			279	134	414
Dividendes distribués								
Variation de l'auto détention			6			6		6
Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle			-1 182			-1 182	1 057	-125
Put sur intérêts minoritaires			-2 078			-2 078	-248	-2 326
Actions gratuites			-5			-5		-5
Autres								
Solde au 30/06/2023	4 241	20 942	12 713	-703	2 912	40 106	6 758	46 864

III.6 — Notes annexes

(Les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire)

GENERALITES

Keyrus (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote sur le marché multilatéral de négociation Euronext Growth Paris.

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2023 reflètent la situation comptable de Keyrus et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Le conseil d'Administration a arrêté les états financiers semestriels consolidés le 27 septembre 2023 et donné son autorisation de publication des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2023.

Note 1. – Principes comptables

Les comptes semestriels consolidés résumés 2023 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêts intermédiaires.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de **Keyrus** et de ses filiales (ci-après le « Groupe ») qui sont publiés au titre du premier semestre 2023 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci-après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2023. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est à dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Pour rappel, dans le cadre des options offertes par la norme IAS 1, le Groupe avait décidé en 2005 :

- De ne pas procéder au retraitement rétrospectif des écarts d'acquisition constatés avant le 1er janvier 2004 ;
- De transférer en « réserves consolidées » les écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004 ;
- De comptabiliser les écarts actuariels sur les engagements envers les salariés non encore constatés au 1er janvier 2004 en provisions pour retraites en contrepartie des capitaux propres.

Toutes les normes et interprétations appliquées par le groupe **Keyrus** dans les présents comptes sont compatibles avec les directives européennes d'une part et les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne d'autre part. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Evolution des règles et méthodes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés au 30 juin 2023 sont identiques à celles retenues pour les comptes au 31 décembre 2022 à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 et qui n'avaient pas été appliqués par anticipation par le Groupe.

Le Groupe n'a appliqué de façon anticipée aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2023 :

- Amendements à IAS 1 : classification des passifs en courants ou non courants ; Informations à fournir sur les méthodes comptables ;
- Amendements à IAS 16 : immobilisations corporelles - produit antérieur à l'utilisation prévue ;
- Amendements à IAS 37 : contrats déficitaires – coûts d'exécution du contrat ;
- Amélioration annuelle des IFRS (cycle 2018-2020) ;
- Amendements à IAS 8 : définition des estimations comptables ;
- Amendements à IAS 12 : impôt différé rattaché à des actifs et passifs issus d'une même transaction ;
- Amendements à IAS 38 : coûts de configuration et d'adaptation des logiciels utilisés en mode SaaS.

Ces nouvelles normes et amendements n'ont pas encore été adoptés par l'Union européenne et ne peuvent donc pas être appliqués par anticipation, quand bien même la norme l'autoriserait.

Le Groupe est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes.

Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés : les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

1) **MÉTHODES DE CONSOLIDATION :**

- I. Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Par contrôle on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé. Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.
- II. Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

2) **REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES :**

Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris

pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en goodwill. Si, après réestimation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

3) INTÉRÊTS MINORITAIRES :

Lorsque la prise de contrôle est inférieure à 100%, la norme IFRS 3 révisée offre l'option, disponible pour chaque regroupement d'entreprise, de comptabiliser l'écart d'acquisition soit sur une base de 100%, soit sur la base d'un pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle). La participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est ainsi évaluée soit :

- À la juste valeur, comptabilisation d'un goodwill pour le groupe et un goodwill pour les minoritaires
- À la juste valeur, sur la base de la quote-part dans l'actif net identifiable, comptabilisation d'un goodwill pour uniquement pour la quote-part détenue

Pour les acquisitions d'intérêts complémentaires d'une filiale, réalisées à partir du 1er janvier 2010 et qui ne modifient pas le contrôle exercé sur cette filiale, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres part du Groupe, sans changer la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition. La part de ces acquisitions payée en numéraire, nette des frais d'acquisition associés, est classée en flux de trésorerie liées aux opérations de financement du tableau des flux de trésorerie consolidés

En application d'IAS 32 lorsque les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle disposent d'options de vente de leur participation au Groupe, une dette financière est constatée à la date de clôture pour un montant correspondant à la juste valeur de l'option.

La contrepartie de la dette induite par ces engagements est :

- D'une part l'élimination de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle correspondant ;
- D'autre part, une diminution des capitaux propres part du Groupe : l'écart entre le prix d'exercice des options accordées et la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle est présenté en diminution des « résultats accumulés ». Cette rubrique est ajustée à la fin de chaque période en fonction de l'évolution du prix d'exercice des options et de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle.

4) CONVERSION DES COMPTES EXPRIMÉS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES :

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Réserve de conversion ».

Les goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

5) CONVERSION DES TRANSACTIONS LIBELLÉES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES :

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers) à l'exception des écarts sur les emprunts en monnaie étrangère qui constituent une couverture d'un investissement net dans une entité étrangère. Ceux-ci sont directement imputés sur les capitaux propres jusqu'à la sortie de l'investissement net.

6) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES. :

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il

est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe, sont comptabilisés en immobilisations.

En application d'IAS 38, les frais de développement sont activés s'ils respectent les 5 critères suivants :

- Coût individualisé et mesuré de manière fiable
- Faisabilité technique de fabrication de produit ou du procédé
- Intention de produire et commercialiser ou d'utiliser
- Existence d'un marché ou d'une utilisation interne générant des ressources
- Existence de ressources suffisantes pour mener à bien le projet (techniques et financières)

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision pour remise en états des locaux loués est comptabilisée afin de tenir compte de ces coûts de sortie des locaux. En contrepartie, les remises en état des locaux sont activées en immobilisations corporelles et amorties sur la durée prévisionnelle d'utilisation de ces locaux.

Autres immobilisations incorporelles : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des logiciels. Ces derniers sont soit acquis ou créés, à usage interne. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur une durée de 3 ans au maximum.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie. Toutes les immobilisations incorporelles (hors goodwill) sont amorties sur leur durée de vie estimée.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Agencements, Installations techniques	8 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Mobilier	8 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Concernant les contrats de location, le groupe applique la norme IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

7) GOODWILLS :

Les goodwills représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale à la date d'acquisition. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les titres des participations.

Le groupe réexamine, une fois par an, la valeur des écarts d'acquisitions associés à ses UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) (Unité Génératrices de Trésorerie). Le groupe s'assure que la valeur recouvrable des UGT testées excède la valeur nette comptable, incluant les écarts d'acquisition. La valeur recouvrable est déterminée comme la plus élevée entre la valeur d'utilité, déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs selon la méthode dite des DCF (discounted cash flows) et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en termes de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des UGT ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction.

Lors d'une prise de contrôle les intérêts ne conférant pas le contrôle sont comptabilisés soit à leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise soit à leur juste valeur. Dans ce dernier cas, l'écart d'acquisition est alors majoré de la part revenant à ces intérêts ne conférant pas le contrôle. Ce choix se fait de manière individuelle pour chaque opération d'acquisition.

Les dépréciations relatives aux goodwills ne sont pas réversibles.

8) ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS :

Ce poste comprend essentiellement des prêts, des dépôts de garantie et des titres de participation non consolidés. Les prêts sont comptabilisés au coût amorti.

Une dépréciation est constatée en résultat en cas de perte de valeur durable ou de risque de non-remboursement.

En application de la norme IFRS 9, les titres de participation non consolidés et les autres titres immobilisés sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat à la date de clôture.

9) STOCKS :

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

10) CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS :

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) TITRES D'AUTOCONTRÔLE :

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

12) PROVISIONS POUR PENSIONS, INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL :

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraite.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autres obligations que le paiement des cotisations.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, le Groupe provisionne son obligation au titre des prestations de retraite définies pour ses salariés.

Régimes à cotisations définies : Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestations définies : Pour les régimes de retraite à prestations définies et les indemnités de cessation de service, les estimations des obligations du Groupe sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS 19 – "Avantages du personnel", en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire, les gains et pertes actuariels et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations sont enregistrés en réserve. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. Les effets ayant un impact sur le résultat sont comptabilisés dans le résultat opérationnel courant hors l'impact de la désactualisation qui est inclus dans le résultat financier.

13) PROVISIONS POUR RESTRUCTURATION :

Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les montants provisionnés correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif. L'effet du passage du temps est comptabilisé en coût de financement.

14) PROVISIONS GARANTIE / RISQUES PROJETS :

Certains contrats de prestations de services au forfait sont assortis d'une période de garantie. L'évaluation du coût de la garantie est basée sur l'analyse des données historiques. Par ailleurs, une provision complémentaire est le cas échéant dotée pour couvrir :

- Des risques spécifiques de réalisation et de bonne fin sur certains projets,
- Des risques liés à l'utilisation de technologie émergente dans le cadre de contrats clients.

15) INSTRUMENTS HYBRIDES :

Certains instruments financiers contiennent à la fois une composante de passif financier et une composante de capitaux propres. C'est notamment le cas des obligations à bons de souscriptions et / ou d'acquisition d'actions. Les différentes composantes de ces instruments sont comptabilisées dans les capitaux propres et dans les passifs financiers pour leurs parts respectives, telles que définies dans la norme IAS 32 – "Instruments financiers : Présentation". La composante classée en passif financier est évaluée en date d'émission. Elle correspond à la valeur des flux futurs de trésorerie contractuels (incluant les coupons et le remboursement) actualisés au taux de marché (tenant compte du risque de crédit à l'émission) d'un instrument similaire présentant les mêmes conditions (maturité, flux de trésorerie) mais sans option de conversion ou de remboursement en actions. La composante classée en capitaux propres est évaluée par différence entre le montant de l'émission et la composante passif financier comme définie précédemment.

16) EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊT :

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

17) IMPÔTS DIFFÉRÉS :

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Le Groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de la même autorité fiscale.

18) CHIFFRE D'AFFAIRES :

Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.). Le chiffre d'affaires est reconnu, conformément à la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », au moment où le Groupe transfère le contrôle des produits ou service à ses clients soit à une date donnée dans le temps, soit en continu. Le contrôle d'un actif s'entend de la capacité de décider de l'utilisation de celui-ci et d'en tirer la quasi-totalité des avantages résiduels. Ils sont évalués à un montant qui reflète la contrepartie à laquelle le Groupe s'attend à avoir droit en échange du transfert de biens ou de services à un client.

En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Pour le chiffre d'affaires relatif aux licences, ventes ou autres revenus associés à des logiciels, le groupe reconnaît le revenu en général à la livraison du logiciel. Pour les transactions impliquant des prestations de services, le groupe reconnaît des revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus à l'avancement.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus et selon la méthode d'avancement des coûts car le client reçoit et consomme de façon continue les avantages des services ou prestations.

Les revenus relatifs à de la maintenance, y compris le support client postérieurement à un contrat, sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle de service.

Le groupe réalise une analyse du revenu selon IFRS 15 en fonction des différentes catégories de chiffre d'affaires.

Lorsque le Groupe revend des logiciels et des équipements informatiques achetés auprès de fournisseurs externes, il mène une analyse de la nature de sa relation avec ses clients pour déterminer s'il agit comme un principal ou comme un agent dans la livraison des biens et services. Le Groupe agit comme un principal s'il contrôle le bien ou le service avant son transfert au client. Dans ce cas, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base brute. Lorsque le Groupe agit en tant qu'agent, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base nette (net des facturations des fournisseurs) correspondant à la rémunération ou commission du Groupe en tant qu'agent. Dans ce cas, le Groupe n'a pas la responsabilité première de l'exécution du contrat, n'a ni le risque de stock, ni la maîtrise des prix et n'a pas d'apport technologique à la solution vendue.

Le Groupe est amené à signer des contrats de services à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents biens et/ou services. Lorsque ces activités transfèrent au client le contrôle d'un service ou d'un bien distinct dont le client peut bénéficier indépendamment des services récurrents, elles sont traitées comme des obligations de performance distinctes et le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments selon sa nature.

Lorsqu'un contrat contient plusieurs obligations de performance, le prix est alloué à chacune d'elles soit sur la base de son prix de vente individuel, soit sur la base du coût de revient majoré.

19) RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL :

Le Résultat Opérationnel Courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation. Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés, les rémunérations payées en actions (plans de souscription d'actions) et les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs (y compris sur les goodwill) et les profits de dilution.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les produits et charges financiers et notamment le coût de financement et les résultats sur cession des actifs financiers et les charges d'impôt sur les bénéfices.

20) COÛT DE FINANCEMENT :

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

21) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE :

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de liquidité et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Conformément à la norme IFRS 9 « Instruments financiers », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur par le compte de résultat. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

22) DROITS D'UTILISATION

Le groupe évalue si un contrat est un contrat de location ou contient un contrat de location à la date d'entrée en vigueur du contrat.

Les contrats de location sont reconnus à l'actif comme un droit d'utilisation et au passif comme une dette (obligation locatives). Chaque paiement de loyer est réparti entre la dette et le coût financier. Le coût financier est imputé au résultat au cours de la période de location de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant du passif pour chaque période.

L'actif « Droits d'utilisation » relatif aux contrats de location comprend initialement le montant de l'obligation locative. Concernant les locations de véhicules, le groupe recherche la composante locative des composantes non locatives. Les composantes non locatives sont comptabilisées selon leur nature en charges. Le droit d'utilisation relatif aux contrats de location est amorti sur la durée de la location, sauf pour les contrats de location qui comprennent pour une option d'achat qu'il est raisonnablement certain que le groupe va exercer, dans ce cas la durée d'amortissement retenue pour le droit d'utilisation est la durée de vie du bien.

Les actifs et les passifs issus du contrat de location sont initialement mesurés sur la base de la valeur actualisée. Les passifs de location comprennent la valeur actualisée nette des paiements de location. Les paiements au titre des contrats de location peuvent notamment inclure des paiements fixes ou variables qui dépendent d'un taux ou indice connu au début du contrat. La durée retenue pour le calcul de la dette de loyers correspond en général à la durée ferme du contrat sauf si une intention de renouveler ou de résilier le contrat est raisonnablement certaine.

Les paiements de loyers sont actualisés en utilisant le taux d'emprunt marginal du preneur. Ce dernier représente le taux que le preneur devrait payer pour emprunter les fonds nécessaires pour obtenir un actif de valeur similaire dans un environnement économique similaire avec des conditions similaires. Ces taux d'actualisation ont été déterminés par pays, selon la nature du sous-jacent (bureaux, voiture) et en tenant compte des durées de vie des contrats.

Les paiements associés aux locations à court terme et à la location d'actifs dont le bien sous-jacents est de faible valeur sont comptabilisés selon la méthode linéaire comme une charge. Les locations à court terme sont des locations d'une durée de 12 mois ou moins. Les biens de faible valeur comprennent l'équipement informatique et les petits meubles de bureau dont la valeur est inférieure à \$5000.

Le groupe a recours à trois natures de contrats de locations :

- Contrats de location immobiliers : Le groupe loue des bureaux. Les conditions sont négociées au cas par cas et contiennent des modalités différentes. Les contrats de location sont conclus pour une durée généralement comprise entre 2 et 9 ans.
- Contrat de location de véhicules : Le groupe loue des véhicules. Les contrats de location sont conclus pour une durée généralement comprise entre 2 et 4 ans.

- Contrats de location de matériel informatique : Le groupe loue également quelques équipements informatiques (ordinateurs, imprimantes). Les contrats de location sont conclus pour une durée généralement comprise entre 3 et 6 ans.

23) OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS :

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux cadres dirigeants ainsi que les actions gratuites sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- I. La juste valeur des options et des actions gratuites attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres réserves » par le débit d'un compte de résultat « Rémunérations payées en actions » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.
- II. La juste valeur des actions gratuites attribuées a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.
- III. Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.
- IV. La juste valeur des options a été déterminée en tenant compte des caractéristiques contractuelles de celles-ci (prix d'exercice, période d'exercice), des hypothèses de rentabilité des sous-jacents lors de l'exercice et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Conformément à IFRS 2, les options de souscription d'actions octroyées en contrepartie du contrôle d'une entreprise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont couvertes par la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ». Aucune charge relative à ces plans n'est enregistrée.

24) SECTEURS OPÉRATIONNELS :

Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- I. Qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges
- II. Dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- III. Pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe Keyrus. Les secteurs, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont l'activité Grands Comptes (GC) et l'activité Mid Market (MM).

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

25) RÉSULTAT PAR ACTION :

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour les années suivantes.

26) POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS :

En matière de risque de change la majeure partie du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en euro. Toutefois, un contrat significatif est réalisé au Brésil pour être facturé en dollars US. Dans ce contexte la société a contracté une couverture de change euro/real sous la forme de contrats SWAP mensuels.

En ce qui concerne le risque de taux, la dette financière est principalement à taux variable. La situation de taux directeurs particulière avec un Euribor 3 mois négatif renchérit le coût de couverture. Dans le contexte la société n'a pas contracté de couverture de taux mais entretient une veille active sur les conditions de couverture.

27) ENGAGEMENTS DE RACHATS DE MINORITAIRES :

Lors de ses opérations de croissance externe, le Groupe peut être amené à consentir une option de vente de titres à un minoritaire ou « Put sur Intérêts minoritaires ». Chaque contrat présente des caractéristiques qui lui sont spécifiques mais, le put entraîne toujours l'obligation pour le Groupe d'acheter les titres détenus par le minoritaire à un prix d'exercice spécifié (fixe ou variable) et à une date future (ou sur une période spécifiée) si le minoritaire exerce son option de vente.

A la date d'octroi, le Groupe considère que les intérêts minoritaires, classés en capitaux propres avant la vente du put, ne répondent plus à la définition d'un instrument de capitaux propres selon IAS 32 puisqu'ils deviennent remboursables en trésorerie par l'effet du put. Par conséquent, à cette date, le Groupe comptabilise une dette évaluée à la valeur actuelle la plus probable du prix d'exercice de l'option de vente en déduction des Intérêts minoritaires, à hauteur de la valeur consolidée des titres objet du put sur intérêts minoritaires ; et pour le solde, en déduction des Capitaux propres - Part du groupe.

Lors des clôtures suivantes, le Groupe réévalue la dette de Put. Les variations ultérieures de cette dette sont comptabilisées en fonction de leur nature :

- L'effet de la désactualisation est comptabilisé en charges financières ;
- Le changement de la valeur estimée du prix d'exercice est comptabilisé intégralement en Capitaux propres - Part du groupe.

Note 2. – Evènements postérieurs à la clôture

Nous vous renvoyons au point 2. en page 5 de ce rapport.

Note 3. – Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs –particulièrement les goodwill, les impôts différés actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêt, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période.

Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, l'évaluation des compléments de prix et des engagements de rachat de minoritaires, l'évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes consolidés ont été établis en tenant compte du contexte économique actuel, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d'acquisition, la valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe relativement aux flux futurs de trésorerie.

Note 4. –Faits marquants de l'exercice et évolution du périmètre de consolidation

1. Faits marquants de l'exercice

Comme expliqué précédemment, le Groupe s'adapte à la situation macro-économique complexe qui entraîne une demande en forte baisse sur l'activité Grands Comptes. Il en profite pour continuer de rationaliser son organisation et notamment, avec l'acquisition du groupe Sonum, refondre son organisation de l'activité EPM pour avoir une gouvernance globale de cette offre plus agile.

Du côté des activités Mid Market, l'accès au cours du semestre a été mis sur l'intégration d'IProgest dans le pôle « Paie et RH » de l'activité afin de redynamiser cette activité en perte de vitesse depuis quelques années.

2. Evolutions de périmètre

Les principales modifications intervenues au cours du premier semestre 2023 au sein du périmètre de consolidation sont décrites page 4 du ce rapport à laquelle nous vous renvoyons.

Le montant total des investissements dans le cadre des évolutions de périmètre (nouvelles participations, rachats de minoritaires et compléments de prix cumulés) s'élève à 4,6 M€ au 30 juin 2023.

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2023 comprend les sociétés suivantes :

Zone Europe

Nom des sociétés au 30/06/2023	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
KEYRUS SA	Paris	31 décembre	Société consolidante		IG	-
FRANCE	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus Management	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Kadris Group	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Kadris Consultants	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Life Science Innovation	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Yunicorns	Paris	31 décembre	53%	53%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Equinoxes France	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Opsky	Paris	31 décembre	76%	76%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Xiomega Consulting	Villeurbanne	31 décembre	87%	87%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Lynx partners	Paris	31 décembre	91%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Financière MyBCG	Paris	31 décembre	91%	91%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Mozzaik365	Paris	31 décembre	30%	33%	MEE	01/01/2023 - 30/06/2023
B&C Technologie Holding	Paris	31 décembre	3%	3%	MEE	01/01/2023 - 30/06/2023
CMG Consulting Group	Paris	30 avril	83%	84%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
CMG Conseil	Paris	31 décembre	83%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
CMG Advisory	Paris	31 décembre	83%	82%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
AMO Conseil	Paris	31 décembre	83%	82%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Wave Holding	Paris	31 décembre	57%	57%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Kernel 42	Paris	31 décembre	60%	60%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Le Club Civitime	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Eridanis	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/02/2023 - 30/06/2023
Codeby Europe	Paris	31 décembre	51%	51%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Absys Cyborg	Issy Les Moulineaux	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Iprogest	Asnières	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Idoowa	Issy Les Moulineaux	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Les Editions Compagnons	Issy Les Moulineaux	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
BENELUX	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus Life Science SA	Waterloo - Belgique	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus GEP SRL	Waterloo - Belgique	31 décembre	74%	74%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus EPM ROW	Waterloo - Belgique	31 décembre	74%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus NV	Strombeek-Bever - Belgique	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Management NV	Strombeek-Bever - Belgique	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Luxembourg SA	Luxembourg	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Absys Cyborg SPRL	Waterloo - Belgique	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Sonum International Holding BV	La Haye - Pays-Bas	31 décembre	44%	60%	IG	01/02/2023 - 30/06/2023
Sonum International Ventures BV	La Haye - Pays-Bas	31 décembre	74%	100%	IG	01/02/2023 - 30/06/2023
Sonum Iberia Holding BV	La Haye - Pays-Bas	31 décembre	44%	72%	IG	01/02/2023 - 30/06/2023
Sonum BV	La Haye - Pays-Bas	31 décembre	44%	60%	IG	01/02/2023 - 30/06/2023
EUROPE	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus Group Limited	Londres - RU	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus UK Ltd	Londres - RU	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Spain S.L.	Madrid - Espagne	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Sonum Iberia SL	Madrid - Espagne	31 décembre	44%	100%	IG	01/02/2023 - 30/06/2023
Keyrus Consultadoria Portugal	Lisbonne - Portugal	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Axco Portugal	Porto - Portugal	31 décembre	83%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Sonum Portugal Lda	Lisbonne - Portugal	31 décembre	44%	60%	IG	01/02/2023 - 30/06/2023
Sonum Poland Sp. z o.o.	XXX - Pologne	31 décembre	44%	72%	IG	01/02/2023 - 30/06/2023
Sonum Nordics SIA	Riga - Lettonie	31 décembre	44%	60%	IG	01/02/2023 - 30/06/2023
Sonum Finland OY	Helsinki - Finlande	31 décembre	44%	60%	IG	01/02/2023 - 30/06/2023
Keyrus (International) SA	Genève - Suisse	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
MDEF SARL	Val de Travers - Suisse	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023

Autres Zones

Nom des sociétés au 30/06/2023	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
KEYRUS SA	Paris	31 décembre	Société consolidante		IG	-
AFRIQUE	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Equinoxes SA	Tunis - Tunisie	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Tunisie SARL	Tunis - Tunisie	31 décembre	68%	68%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Biopharma Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	90%	90%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
EqxDataviz	Tunis - Tunisie	31 décembre	98%	98%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
KeyrusData SA	Casablanca - Maroc	31 décembre	60%	60%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Rwanda	Kigali - Rwanda	31 décembre	46%	60%	IG	15/06/2023 - 30/06/2023
Keyrus (Mauritius) Ltd.	Quatre Bornes - Ile Maurice	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
MOYEN-ORIENT	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus (Israël) Ltd.	Tel Aviv - Israël	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Vision BI Ltd.	Tel Aviv - Israël	31 décembre	51%	51%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Middle East DMCC	Dubaï - EAU	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Middle East Software Trading LLC	Dubaï - EAU	31 décembre	80%	49%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
AMERIQUE DU NORD	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus Canada Inc.	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Talents Inc.	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Medqualis Inc.	Montréal - Canada	31 décembre	78%	78%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus USA Inc.	New York - USA	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Impetus LLC	New York - USA	31 décembre	59%	80%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Staunch Technologies (RunAsCloud)	New York - USA	31 décembre	65%	65%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Life Science Inc.	New York - USA	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Bigo USA Inc	Chicago - USA	31 décembre	51%	51%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
AMERIQUE LATINE	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus Brazil (Servicos de Informatica)	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Colombia S.A.S	Bogota - Colombie	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
PartnersByu Participacoes Ltda.	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	51%	51%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Ecomfy Tecnologia Ltda.	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	51%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
IT Performa SAS	Bogota - Colombie	31 décembre	59%	59%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
IT Performa SAC	Lima - Perou	31 décembre	51%	51%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Bigo Consulting SA de CV	Guadalajara - Mexique	31 décembre	51%	51%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
ASIE	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus Singapore PTE.Ltd.	Singapour	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyson EPM Asia Pte Ltd.	Singapour	31 décembre	64%	72%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Limited	Hong Kong	31 décembre	70%	70%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus China	Shanghai - Chine	31 décembre	70%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023
Keyrus Vietnam	Ho Chi Minh City - Vietnam	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2023 - 30/06/2023

Note 5. – Information par secteurs opérationnels et par zone géographique.

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel du Groupe (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de deux secteurs opérationnels : Grands Comptes (GC) et Mid Market (MM).

La Direction mesure la performance de chaque segment sur la base :

- Du « résultat opérationnel » tel que défini en note 1 §20. La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.
- Des actifs sectoriels (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées, des clients et des autres créances).

Les données par segment suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

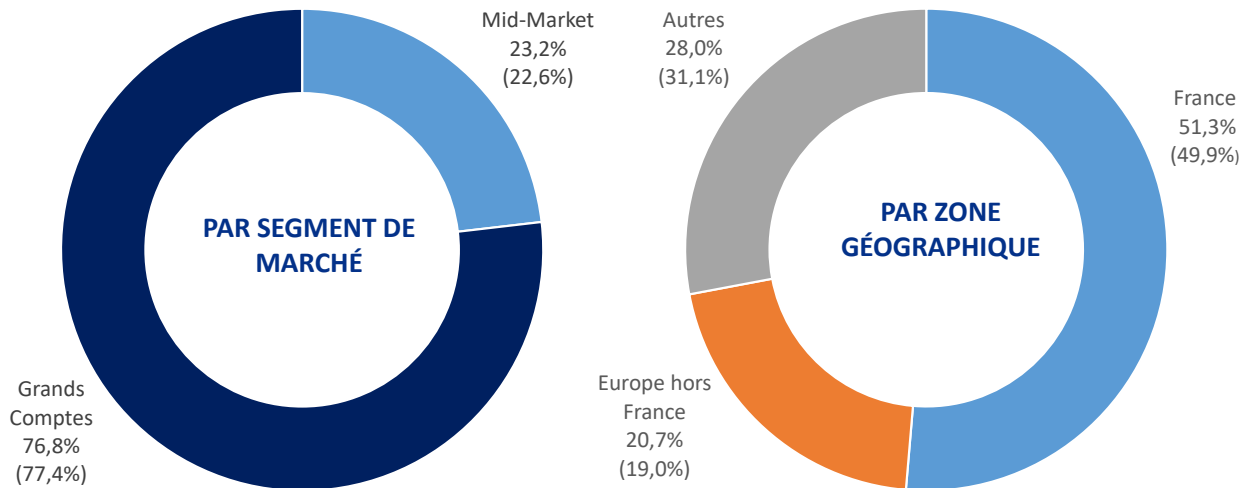
Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe. Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité des Grands Comptes et du Mid Market.

en Milliers €	30/06/2023			30/06/2022			31/12/2022		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Produits									
Ventes externes	143 510	43 248	186 758	129 468	37 767	167 235	276 406	75 482	351 888
Total produits des opérations	143 510	43 248	186 758	129 468	37 767	167 235	276 406	75 482	351 888
Résultat Opérationnel Courant	4 291	3 629	7 921	4 093	1 221	5 314	12 311	3 781	16 091
Autres produits et charges opérationnels	-1 471	-261	-1 732	-1 224	162	-1 063	-3 576	-887	-4 464
Résultat Opérationnel	2 820	3 368	6 189	2 869	1 383	4 252	8 734	2 893	11 628

en Milliers €	30/06/2023				30/06/2022				31/12/2022			
	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total
Bilan :												
Actifs												
Goodwills	77 312	16 528		93 840	76 536	15 345		91 881	73 181	16 528		89 710
Immobilisations nettes	22 634	7 960		30 595	34 618	9 828		44 446	25 277	8 721		33 998
Actifs sectoriels	107 927	45 292	-24 824	128 395	112 816	38 318	-21 450	129 684	108 965	44 021	-22 004	130 982
Autres Actifs	83 506	8 326	-1 459	90 372	72 659	7 133	-1 459	78 332	92 168	8 748	-1 459	99 457
Total des actifs consolidés	291 379	78 106	-26 284	343 202	296 629	70 624	-22 910	344 343	299 591	78 018	-23 463	354 147

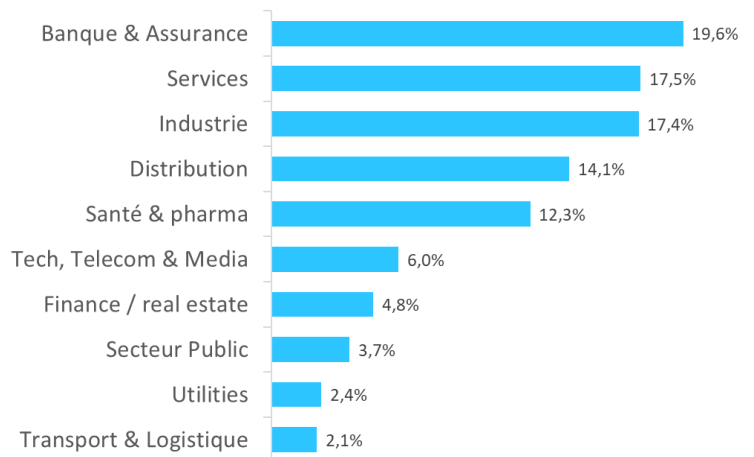
La décomposition par secteur et par géographie du chiffre d'affaires se décline comme suit :

En % du chiffre d'affaires	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
France	51,3%	49,9%	48,1%
Europe hors France	20,7%	19,0%	19,3%
Autres	28,0%	31,1%	32,6%
TOTAL GENERAL	100%	100%	100%



Ventilation par secteur d'activité

	30/06/2023	30/06/2022
Banque & Assurance	19,6%	18,2%
Services	17,5%	15,8%
Industrie	17,4%	18,9%
Distribution	14,1%	14,6%
Santé & pharma	12,3%	12,5%
TMT (Télécoms, Médias & Tech)	6,0%	5,7%
Finance / real estate	4,8%	3,9%
Secteur Public	3,7%	3,1%
Utilities	2,4%	3,4%
Transport & Logistique	2,1%	3,9%



Note 6 – Charges de personnel

en milliers d'€	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Salaires et traitements	80 722	73 060	149 338
Charges sociales	22 673	21 689	42 259
Autres charges de personnel	1 925	2 783	5 112
Engagements retraites	132	145	979
Rémunérations payées en actions	818	8	701
TOTAL	106 270	97 686	198 389

Au premier semestre 2023, un Crédit Impôt Recherche d'un montant actualisé net de 2,4M€, a été comptabilisé en diminution des charges de personnel, contre 2,3M€ au premier semestre 2022. L'impact des croissances externes dans la contribution du CIR représente 0,4M€ au cours du semestre.

La charge de personnel au premier semestre 2023 intègre une charge de 817k€ liée aux plans d'attribution d'actions gratuites (AGA) mis en place chez Keyrus SA et chez Keyrus Management. Il n'y avait pas de plan d'AGA en place, donc de charge, au premier semestre 2022.

Dans le cadre de l'opération publique d'achat sur les titres Keyrus SA menée par K Eagle Investment, les managers bénéficiaires des plans d'AGA de Keyrus SA ont tous renoncé à ces plans en juin pour tous bénéficier d'un plan de remplacement, pour la même valeur, au niveau des titres K Eagle Investment.

L'OPA n'a pas conduit à un changement de contrôle du groupe, Eric Cohen étant toujours l'actionnaire majoritaire, ayant toujours le même niveau de contrôle sur la stratégie du groupe et l'exécution de celle-ci. Ainsi, en application des normes IFRS (IFRS 2), la charge relative aux plans d'AGA de Keyrus SA a été comptabilisée selon l'évaluation et l'échelonnement prévus dans ces plans, même s'ils ont été remplacés par un nouveau plan au niveau de K Eagle Investment.

Effectifs	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Effectif opérationnel	2 488	2 273	2 332
Effectif commercial et administratif	648	576	595
Total effectif	3 136	2 849	2 927

Les effectifs salariés et collaborateurs permanents présentés ci-avant sont ceux inscrits à la clôture de chaque période.

Note 7 – Autres produits et charges opérationnels courants

En milliers d'€	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Autres charges opérationnelles courantes	-239	-767	-2 082
Autres produits opérationnels courants	1 078	220	795
Autres produits et charges opérationnels courants	839	-546	-1 287

Note 8 – Autres produits et charges opérationnels

en milliers d'€	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Charges de réorganisation	-1 429	-797	-2 379
Résultat de cession d'actifs	20	389	-389
Autres	-322	-655	-1 696
Autres produits et charges opérationnels	-1 732	-1 063	-4 464

Les charges de réorganisation concernent des coûts relatifs à l'adaptation et au renouvellement nécessaire de certaines fonctions de direction ainsi que des charges locatives relatives à des surfaces

non utilisées en attente de sous-location ou de fin de contrat. Si les charges relatives au personnel sont en baisse en France mais en hausse dans différentes régions, en particulier l'Amérique Latine et les Etats-Unis, compte tenu de l'évolution conjoncturelle et structurelle de la demande sur ces marchés.

Note 9 – Résultat financier

En milliers d'€	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Intérêts et autres produits financiers	12	-17	-4
Reprises sur provisions financières			
Autres produits financiers			
Total produits financiers	12	-17	-4
Intérêts et charges assimilées	2 574	1 021	2 848
Autres charges financières			
Total Charges financières	2 574	1 021	2 848
Coût de l'endettement financier net	-2 562	-1 038	-2 853

en milliers d'€	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Gains de change	1 079	1 532	2 754
Produits de désactualisation sur créances d'exploitation	384	316	222
Variation justes valeurs de titres disponibles à la vente		1 419	1 174
Variation justes valeurs de dettes financières	-594		350
Autres produits financiers	140	301	1 550
Total produits financiers	1 009	3 569	6 049
Pertes de change	786	1 196	2 806
Autres charges financières	381	455	1 054
Variation justes valeurs de titres disponibles à la vente			
Total Charges financières	1 167	1 650	3 861
Autres produits et charges financiers	-158	1 919	2 189

Les produits financiers comprennent un profit de désactualisation des instruments financiers et du Crédit Impôt Recherche (CIR) pour 0,4M€.

Au premier semestre 2023, une charge de 594k€ est prise en compte pour l'étalement des charges relatives au refinancement de l'endettement long terme du groupe conclu les 20 et 22 décembre 2022. Par ailleurs, nous rappelons qu'au premier semestre 2022, la réévaluation à la juste valeur des titres de participation du Groupe dans la société Rivery.io contribuait pour 1,5M€ brut (soit 1,2M€ net de charges d'impôt) au résultat financier.

Note 10 – Impôts

Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euros	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Impôt différé	245	108	596
Impôt exigible	-553	-1 722	-5 048
Charge (-) ou produit (+) d'impôt	-307	-1 614	-4 452

La charge d'impôt exigible intègre un montant de CVAE s'élevant à 0,2M€ au 30 juin 2023 (moitié moindre que celle comptabilisée au 30 juin 2022 et égale à 0,9M€ au 31 décembre 2022). La charge d'impôt est en baisse compte tenu de la baisse de la rentabilité de la zone Amérique

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Résultat avant impôts	3 954	3 286	9 930
Taux théorique d'imposition	25,00%	25,00%	25,00%
Charge (+) ou produit d'impôt (-) théorique	988	822	2 482
Rapprochement :			
Différences permanentes	206	-1 103	-2 144
Activation (-) ou Annulation (+) des impôts différés nés sur exercices antérieurs			
Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus	-310	962	3 498
Impact du report variable			
Effet des différences de taux d'imposition	-60	233	-62
Crédit d'impôt et CVAE (1)	154	319	645
Titres mis en équivalence		94	99
Autres	-670	67	-65
Charge (+) ou produit (-) d'impôt effectivement constaté	307	1 393	4 451
Taux effectif d'impôt	7,78%	42,40%	44,84%
(1) Y compris l'impact du classement de la CVAE en Impôt pour 154K€ (319K€ en 06-2022)			

La société Keyrus SA est tête de l'intégration fiscale du groupe depuis le 1^{er} janvier 2001.

Au 1^{er} janvier 2023, le groupe d'intégration fiscale est composé des sociétés suivantes : Absys-Cyborg, Azuneed, Idoowa, Les Editions Compagnons, Keyrus Management, Keyrus Management Régions, Up Génération, Keyrus Biopharma Innovation, Kadris Group et Kadris Consultants.

Dans le cadre de cette intégration, les relations entre les sociétés membres et la société tête de groupe (Keyrus SA) sont régies par une convention dont le principe général est le suivant :

- Toutes les dispositions ont pour principe commun que, durant son appartenance au groupe résultant du régime de l'intégration fiscale mis en place entre la société tête de groupe et la filiale, cette dernière se trouve, dans toute la mesure du possible, dans une situation identique en actif, passif, charges, produits, risques et prérogatives à celle qui aurait été la sienne en l'absence du groupe fiscal.

Impôts différés au bilan

En milliers d'euros	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Impôts différés actifs :			
- impôts différés activables *	23 135	23 335	23 212
- dont non reconnus	14 972	15 773	14 979
Impôts différés actifs reconnus	8 163	7 562	8 233
Impôts différés passifs	1 156	2 071	1 665
Impôts différés nets	7 007	5 491	6 568

* Les impôts différés activables sont évalués sur la base des déficits reportables, des différences temporaires fiscales et des différences temporelles de consolidation.

Le Groupe a choisi de limiter le montant des actifs d'impôts différés reconnus au titre des pertes fiscales à l'impôt calculé sur le tax planning des cinq années suivantes. Au total, le groupe dispose de déficits reportables cumulés de 73,1M€.

Les impôts différés actifs et passifs pour une même entité sont compensés dans la présentation bilancielle.

Note 11 – Quote-part de résultat des sociétés mise en équivalence

Les sociétés mises en équivalence sont la holding d'investissement dans le périmètre Black Tiger (B&C Technologies Holding) et la société Mozzaïk365.

Note 12 – Goodwill

en Milliers €	TOTAL
Valeur brute :	
Au 1er janvier 2022	77 002
Acquisitions	13 495
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	-346
Autres variations et ajustements	985
Au 31 décembre 2022	91 137
Acquisitions	3 747
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	383
Au 30 juin 2023	95 267
Dépréciations :	
Au 1er janvier 2022	-1 427
Dotation de l'exercice	
Au 31 décembre 2022	-1 427
Dotation de l'exercice	
Au 30 juin 2023	-1 427
Montant net comptable au 30 juin 2023	93 840
Au 31 décembre 2022	89 710

Les écarts d'acquisition comptabilisés au cours du premier semestre résultent des acquisitions réalisées au cours du premier semestre 2023 pour 3,7M€ et des variations de change pour 0,4M€.

Au 30 juin 2023, les allocations des écarts d'acquisition de CMG, Codeby, Iprogest, Sonum et Eridanis sont provisoires.

A ce stade, il n'y a pas de nouvel écart d'évaluation significatif identifié. Le montant net comptable est réparti de la manière suivante :

En milliers €	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Grands Comptes	77 312	76 536	73 181
Middle Market	16 528	15 345	16 528
TOTAL	93 840	91 881	89 710

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels, en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calculs de la valeur d'utilité.

Le management n'a pas identifié d'indices de pertes de valeur le conduisant à réaliser des tests d'impairment sur les UGT au 30 Juin 2023.

Note 13 – Immobilisations incorporelles et corporelles

en Milliers €	Concessions, brevets, logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total des immobilisations corporelles
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2022	6 026	4 322	10 348	15 330	15 330
Acquisitions	-363	1 739	1 375	1 540	1 540
Cessions/Mises au rebut	-133	-1 849	-1 981	-1 763	-1 763
Variation de périmètre	-417	732	315	324	324
Incidence des changements de méthodes					
Ecart de change	-68	138	70	1	1
Reclassement	371	-803	-432		
Au 1er janvier 2023	5 416	4 279	9 695	15 432	15 432
Acquisitions	78	372	449	284	284
Cessions/Mises au rebut		-31	-31	-226	-226
Variation de périmètre				151	151
Incidence des changements de méthodes					
Ecart de change	-69	78	9	44	44
Reclassement					
Au 30 juin 2023	5 424	4 698	10 122	15 684	15 684
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2022	3 546	3 808	7 354	9 605	9 605
Charge d'amortissement de l'exercice	925	709	1 634	1 981	1 981
Cessions/Mises au rebut	-93	-1 451	-1 544	-1 740	-1 740
Variation de périmètre	-129		-129	113	113
Incidence des changements de méthodes					
Ecart de change	-52	88	36	2	2
Reclassement	725	-1 526	-801		
Au 1er janvier 2023	4 922	1 628	6 550	9 960	9 960
Charge d'amortissement de l'exercice	87	335	422	906	906
Dépréciations					
Cessions/Mises au rebut		-31	-31	-221	-221
Variation de périmètre				103	103
Ecart de change	-52	16	-36	24	24
Reclassement					
Au 30 juin 2023	4 957	1 948	6 905	10 772	10 772
Montant net :					
Au 30 juin 2023	467	2 750	3 217	4 912	4 912
Au 31 décembre 2022	494	2 651	3 145	5 472	5 472

Note 14 – Locations et droits d'utilisation

L'incidence de l'application de la norme IFRS 16 sur les principaux éléments du compte de résultat est détaillée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Dépréciation des Droits d'utilisation relatifs :			
Autres immobilisations incorporelles			
Constructions	-2 511	-2 327	-4 926
Autres immobilisations corporelles	-400	-620	-1 324
Total des Dotations inclus dans les Dotations aux Amortissements	-2 911	-2 947	-6 250
Charges d'intérêt inclus dans le Coût de l'Endettement Net	-178	-177	-387
Montant des loyers annulés du Résultat Opérationnel Courant	3 033	3 400	6 860
Autres impacts en Résultat Opérationnel		99	99
Impact sur EBITDA	3 033	3 400	6 860
Impact sur le résultat opérationnel du retraitement IFRS16	122	553	709
Impact sur le résultat financier du retraitement IFRS16	-178	-177	-387
Impact sur le résultat net avant impôts du retraitement IFRS16	-56	376	322

Dans le tableau de flux de trésorerie, les décaissements de loyers sont présentés en flux de trésorerie liés aux activités de financement sur la ligne Remboursement d'emprunts et en Intérêts financiers versés.

Des impôts différés sont reconnus lorsqu'il existe une différence temporelle.

Les Dettes sur obligations locatives sont présentées au passif de l'Etat de la situation financière, dans la rubrique des Emprunts et dettes financières. Leur variation sur l'exercice est détaillée dans la Note 20 – Passifs financiers ligne « Obligations locatives (IFRS 16) ».

Les actifs du contrat sont présentés dans l'Etat de la situation financière à l'actif selon la nature du sous-jacent du Droits d'utilisation. Leur variation sur le semestre est détaillée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Valeur à l'ouverture	Acquisitions/amortissements	Variation de périmètre	Cessions/Mises au rebut	Reclas.	Changement de méthode	Ecart de Conversion	Solde de clôture
Valeur brute								
Autres immobilisations incorporelles	801							801
Constructions	39 666				-253		-69	39 344
Autres immobilisations corporelles	3 580				-1 217		3	2 366
Valeur brute	44 047				-1 470		-66	42 511
Amortissements								
Amt/Dép. autres immos incorp.	-801							-801
Amt/Dép. constructions	-15 414	-2 511			253		61	-17 612
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	-2 450	-400			1 217			-1 633
Amortissements	-18 666	-2 911			1 470		61	-20 046
Valeur nette comptable à la clôture	25 381	-2 911					-5	22 465

Les autres immobilisations corporelles sont composées essentiellement des droits d'utilisation sur les véhicules.

Note 15 – Autres actifs non courants

En milliers d'€	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Solde au 31/12/2021	31 745	355	31 389
Augmentation	1 698	57	1 642
Remboursement	-4 393	-25	-4 368
Variation de périmètre	349		349
Reclassement et Autres variations	-643	-18	-625
Solde au 31/12/2022	28 755	369	28 386
Augmentation	3 906	2	3 904
Remboursement	-10		-10
Variation de périmètre	29		29
Reclassement et Autres variations	-177	-19	-159
Solde au 30/06/2023	32 503	352	32 150

En milliers d'€	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Dépôt de garantie et prêts	7 061	8 008	6 824
Titres de participations non consolidés	6 259	6 718	6 286
Autres créances part à plus d'un an	18 830	13 357	15 276
TOTAL	32 150	28 082	28 386

Les autres créances à plus d'un an correspondent essentiellement aux créances de Crédit d'Impôt Recherche des trois derniers exercices et du premier semestre 2023 (18,0M€ après actualisation – 18,8M€ avant actualisation).

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Notes 16 - Stocks

Les stocks sont principalement constitués de logiciels.

En milliers d'euros	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Marchandises	21	21	21
Ecart de conversion			
Total au coût	21	21	21
Dépréciation à l'ouverture			
Variation			
Ecart de conversion			
Dépréciation à la clôture			
TOTAL NET	21	21	21

Note 17 – Créances clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Créances clients	85 130	84 588	91 979
Dépréciation sur créances clients	-2 243	-2 028	-1 936
Montant net des créances clients	82 887	82 560	90 043
Autres débiteurs nets	29 182	31 513	25 444
Charges constatées d'avance	16 305	15 589	15 474
TOTAL	128 374	129 662	130 961

Les autres débiteurs nets comprennent principalement des créances fiscales, le Crédit Impôt Recherche (8,1M€) remboursables à moins d'un an.

Le solde clients se décompose comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Echéances			
Non échues	60 419	60 802	59 674
Entre 0 et 30 jours	10 155	11 172	17 846
Entre 31 et 60 jours	4 133	4 762	4 324
Entre 61 et 90 jours	2 557	2 741	1 463
Entre 91 et 180 jours	2 876	1 541	2 718
Entre 181 et 360 jours et plus	4 989	3 572	5 955
TOTAL	85 130	84 588	91 979

Une provision pour dépréciation a été constatée à hauteur de 2,2M€ (1,9M€ à fin 2022). Cette provision a été déterminée en fonction des facteurs identifiés d'irrécouvrabilité et de pertes de crédit attendues selon IFRS9.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

Note 18 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

RUBRIQUES	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Équivalents de trésorerie	571	590	1 801
Trésorerie	48 768	40 868	60 403
TOTAL	49 340	41 458	62 204

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois.

La trésorerie retenue dans le tableau des flux de trésorerie s'entend comme suit :

RUBRIQUES	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie bruts	49 340	41 458	62 204
Découverts bancaires	-31	-77	-92
Autres	-2	-2	-32
Trésorerie du tableau des flux	49 307	41 379	62 080

Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques bénéficiant de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

Note 19 – Provisions

Conformément à la norme IAS 37 – *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, voire implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés et correspondent à :

- Des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ;
Ou
- Des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ou car le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Tableau de variation des provisions

En milliers d'€	31/12/2022	Effet de l'écart de change	Dotation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement	30/06/2023
Provisions pour risques & charges	5 837	98	796	-306	-200	16	6 241
Provisions pour engagement retraite	3 868	-14	202				4 056
Provisions non courantes	9 705	84	998	-306	-200	16	10 297
Provisions pour risques & charges	4 806	9	670	-651	-19	118	4 932
Provisions courantes	4 806	9	670	-651	-19	118	4 932

Les provisions pour risques et charges incluent essentiellement :

- Les provisions pour risques et charges, litiges sociaux et prud'homaux : 8.442 K€
- Les provisions pour risques client, garantie et pertes à terminaison : 2.731 K€
- Les provisions pour engagements de retraite : 4.056 K€

Provisions pour risques & charges, litiges sociaux et prud'homaux :

Les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procès ou litiges dans le cours normal de leurs activités. Par ailleurs, celles-ci font également l'objet de contrôles fiscaux dans différentes régions, dont certains peuvent donner lieu à redressement. Enfin, certains risques n'ayant pas encore été concrétisés par un litige ouvert peuvent être provisionnés au regard d'un montant évaluable de manière fiable et d'un risque d'occurrence important. Dans chaque cas, le risque est évalué par la Direction du Groupe et ses conseils.

Passifs éventuels :

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe peut intervenir dans des domaines sensibles tels que la banque ou la santé. Dans ces domaines d'activité, la nature des travaux que conduisent les équipes du Groupe peuvent conduire à des litiges à la suite d'une défaillance opérationnelle de ces équipes. Dans ce contexte, il existe des situations commerciales de nature potentiellement précontentieuses, qui

peuvent être qualifiées de passifs éventuels, mais que la norme IAS 37 ne permet pas de provisionner. Le Groupe rappelle que la qualité de service de ses équipes est suivie par des procédures de contrôle interne et est reconnue par le marché et, par ailleurs, l'ensemble de ses activités sont couvertes par ses contrats d'assurance professionnelle.

Note 20 – Passifs financiers

RUBRIQUES	31/12/2022	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Augmentation	Remboursement	Autres	30/06/2023
Emprunts bancaires	80 510	82	2	37 281	-37 584	228	80 519
Financement de créances	14 336	1		4 541	-5 248	-45	13 585
Découverts bancaires	92		2	-57		-6	31
Obligations locatives (IFRS 16)	25 996	-5			-2 884		23 107
Autres passifs financiers	26 018	-73		2 505		2 612	31 062
TOTAL DETTES FINANCIERES	146 952	5	4	44 270	-45 715	2 788	148 304

RUBRIQUES	30/06/2023	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	80 519	16 052	18 169	46 297
Financement de créances	13 585	10 909	2 676	
Découvert bancaires	31	31		
Obligations locatives (IFRS 16)	23 107	1 495	19 068	2 544
Autres passifs financiers	31 062	5 363	25 135	563
TOTAL DETTES FINANCIERES	148 304	33 850	65 049	49 405

Les emprunts bancaires sont principalement constitués du crédit syndiqué conclu le 20 décembre 2022 pour un montant de 63,3M€ dont 15M€ correspondent à une ligne RCF totalement tirée au 30 juin 2023 et de l'obligation relance conclue le 22 décembre 2022 pour un montant de 17,0M€. Ce refinancement, avec notamment une part remboursable in fine à 7 ans pour la dette senior de 40% et de 100% pour l'obligation relance, permet un allongement significatif de la maturité.

Après le refinancement de la société et le remboursement au 20 et 22 décembre 2022 des précédents crédits syndiqués et du PGE, les emprunts au bilan de la société sont constitués de :

Crédit d'un montant en principal de 48,3M€ divisé en deux tranches :

Tranche A

- **Solde au 30 juin 2023 : 28,07 M€**
- Durée de l'emprunt : 6 ans
- Remboursement : 1/12^e tous les semestres
- Taux d'intérêt : Euribor 3 mois + marge de 1,53 % à 2,35 % selon ratio covenant R1

Tranche B

- **Solde au 30 juin 2023 : 18,84 M€**
- Durée de l'emprunt : 7 ans
- Remboursement : en une seule fois à l'échéance
- Taux d'intérêt : Euribor 3 mois + marge de 2.13 % à 2.85 % selon ratio covenant R1

- **Crédit renouvelable** en date du 20 décembre 2022 : 15M€
 - **Solde au 30 juin 2023 : 15,0M€**
 - Durée de l'emprunt : renouvelable par mois/trimestre ou semestre.
 - Remboursement à chaque échéance.

- Cleandown annuel à 5M€ pendant 5 jours consécutifs
 - Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois + marge de 1,33 à 2,15 selon le ratio de covenant R1 atteints (voir supra).
- **Obligation Relance** en date du 22 décembre 2022 : 17M€

Obligation relance en deux tranches. Les deux tranches représentent un capital de 17,0M€ et ont été partiellement utilisées pour rembourser les soldes de PGE de Keyrus SA et de sa filiale Xiomega pour 9,4M€. Le taux d'intérêt moyen des deux tranches est de 5,2%.

Crédit Fonds obligation Relance France- TXF en date du 20 décembre 2022 pour 15.3m€

- **Solde au 30 juin 2023 : 15,3M€**
- Durée de l'emprunt : 8 ans
- Remboursement : à l'échéance
- Taux d'intérêt fixe de 5%

Crédit FORF-Eurazeo INV MANAGER-TXF en date du 20 décembre 2022 pour 1.7M€

- **Solde au 30 juin 2023 : 1,7M€**
- Durée de l'emprunt : 8 ans
- Remboursement : à l'échéance
- Taux d'intérêt fixe de 7%

- **Prêt Croissance Internationale** auprès de BPI France en date du 8 février 2016 pour un montant de 5M€ :
 - **Solde au 30 juin 2023 : 1,35M€**
 - Durée de l'emprunt : 7 ans
 - Remboursement en 20 versements trimestriels après 2 ans de différé
 - Taux d'intérêt fixe de 2,05 %
 - Aucun ratio financier applicable
- **Prêt Renforcement Structure** auprès de BPI France en date du 8 février 2019 pour un montant de 3M€ :
 - **Solde au 30 juin 2023 : 0,25M€**
 - Durée de l'emprunt : 6 ans
 - Remboursement en 16 versements trimestriels après 2 ans de différé
 - Taux d'intérêt fixe de 2,10 %
 - Aucun ratio financier applicable

Compte tenu de l'encours financier à taux variable, une hausse du taux de 1% devrait avoir un impact négatif sur le compte de résultat de l'ordre de 0,5M€ (net d'impôt).

L'ensemble des financements du groupe respectent les covenants bancaires.

Note 21 – Autres passifs courants

En milliers d'euros	Montant au 30/06/2023	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	Montant au 31/12/2022	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
Provisions à court terme	4 932	4 932		2 461	2 461	
Fournisseurs et comptes rattachés	34 373	34 373		47 102	45 058	2 044
Avances et acomptes reçus	482	482		965	965	
Avoirs à établir	2 688	2 688		2 027	2 025	2
Dettes fiscales et sociales	56 055	55 603	452	57 119	56 662	457
Dettes sur immobilisations	100	100		384	384	
Autres dettes	4 654	4 654		3 183	3 183	
Produits constatés d'avance	33 148	33 297	-149	35 151	35 151	
TOTAL	136 432	136 129	303	148 392	148 240	2 503

Note 22 - Juste valeur des instruments financiers au bilan

En milliers d'euros	30/06/2023	Juste valeur par resultat	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
Actifs financiers non courant			32 150			32 150	32 150
Clients			82 887			82 887	82 887
Autres débiteurs			45 487			45 487	45 487
Trésorerie et équivalents de trésorerie		49 340				49 340	49 340
ACTIFS FINANCIERS		49 340	160 524			209 864	209 864
Emprunt obligataires (y compris <1 an)							
Autres passifs (y compris <1 an)				148 273		148 273	148 273
Fournisseurs				34 489		34 489	34 489
Autres créditeurs				37 902		37 902	37 902
Instruments dérivés passif (dérivés de taux désignés comme instrument de couverture)							
Concours bancaires courants				31		31	31
PASSIFS FINANCIERS				220 695		220 695	220 695

Note 23 – Engagements donnés ou reçus

Les montants des contrats de location financement sont comptabilisés au bilan du groupe.

Engagements reçus	30/06/2023	31/12/2022	31/12/2021
Crédit syndiqué	-	16 000	14 476
Ligne FactoFrance (financement non utilisé)	21 674	19 446	-
Lignes Espagne (financement non utilisé)	569	508	300

Engagements donnés	30/06/2023	31/12/2022	31/12/2021
Garantie donnée en faveur de BlackTiger	-	-	100
Garantie donnée à Santander Espagne	150	150	150

Au cours du premier semestre 2023, un tirage de 3,6M€ a été effectué sur la ligne de financement du crédit senior de 16M€. Dans l'attente de l'aboutissement de la finalisation de la syndication de cette ligne, la Crédit Agricole Brie Picardie a suspendu la disponibilité du solde de 12,4M€ de cette ligne ce qui explique la mise à 0 de cet engagement.

Note 24 – Actions gratuites

Assemblée Générale du 22 mai 2018

L'assemblée générale du 22 mai 2018 a donné une autorisation au Conseil d'administration d'émettre des actions gratuites au profit des salariés de la société. Lors du Conseil d'administration du 14 février 2019, un plan d'action a été arrêté et porte sur 25.000 actions gratuites pour le plan AGA 2019-2.

Les 25.000 actions gratuites du Plan AGA 2019-2 se répartissent en quatre tranches, une première tranche de 10.000 actions et trois tranches 5.000 actions par année sous condition de la présence au 14 février 2020 pour la première tranche, au 14 février 2021 pour la seconde, au 14 février 2022 pour la troisième et au 14 février 2023 pour la quatrième.

La réunion du Conseil d'Administration du 19 janvier 2023 a constaté l'acquisition définitive des titres de la dernière tranche du plan AGA 2019-2.

Assemblée Générale du 8 juin 2022

L'assemblée générale du 8 juin 2022 a donné une autorisation au Conseil d'administration d'émettre des actions gratuites au profit des salariés de la société.

Lors du Conseil d'administration du 22 septembre 2022, un plan d'actions AGA 2022-1 a été arrêté et porte sur une unique tranche de 120.000 actions, sous condition de la présence du bénéficiaire au 22 septembre 2023.

Lors du Conseil d'administration du 14 décembre 2022, cinq plans d'actions ont été arrêtés et portent sur, sous condition de la présence des bénéficiaires au 14 décembre 2023:

- Une tranche unique de 10.000 actions gratuites pour le plan AGA 2022-2
- Une tranche unique de 8.000 actions gratuites pour le plan AGA 2022-3
- Une tranche unique de 10.000 actions gratuites pour le plan AGA 2022-4
- Une tranche unique de 6.000 actions gratuites pour le plan AGA 2022-5
- Une tranche unique de 10.000 actions gratuites pour le plan AGA 2022-6

Ces actions ne pourront donc être acquises avant le 22 septembre 2023 pour le plan 2022-1 et le 14 décembre 2023 pour les cinq autres plans.

Dans le cadre de l'OPA réalisée par K Eagle Investment annoncée le 6 juin 2023, l'ensemble des managers concernés par ces plans AGA y ont renoncé. En juillet 2023, K Eagle Investment leur a attribué un nouveau plan AGA sur les titres de cette dernière, pour une valeur équivalente. L'OPA n'a pas conduit à un changement de contrôle du groupe, Eric Cohen étant toujours l'actionnaire majoritaire, ayant toujours le même niveau de contrôle sur la stratégie du groupe et l'exécution de celle-ci. Ainsi, en application des normes IFRS (IFRS 2), la charge relative aux plans d'AGA de Keyrus SA a été comptabilisée selon l'évaluation et l'échelonnement prévus dans ces plans, même s'ils ont été remplacés par un nouveau plan au niveau de K Eagle Investment.

La charge comptabilisée au titre d'IFRS 2 au titre de ces plans est de 365K€ au premier semestre 2023, auquel s'ajoutent 452k€ au titre des plans attribués chez Keyrus Management, soit 817K€ au total.

IV DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Levallois-Perret, le 29 septembre 2023

Monsieur Eric Cohen

Président Directeur Général